

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 13
PUBLIC

Article de *Xinhua* intitulé « Côte d'Ivoire : retour d'exil et libération des pro-Gbagbo, des signaux forts d'une décrispation? » daté du 17 novembre 2014

Source : Xinhua | Lundi 17 Novembre 2014

Côte d'Ivoire : retour d'exil et libération des pro-Gbagbo, des signaux forts d'une décrispation?



Plusieurs événements se sont succédé ces derniers temps en Côte d'Ivoire, laissant entrevoir des lueurs d'espoir d'une décrispation politique, selon l'avis des observateurs.

Le 10 novembre, six proches de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, qui avaient quitté le pays suite à la crise postélectorale de 2011, sont rentrés de leur exil après plus de trois années passées hors de la Côte d'Ivoire. Parmi les exils retournés au bercail figurent des anciens ministres, des anciens députés, et d'autres proches collaborateurs de l'ancien chef d'Etat.

Plusieurs mois auparavant, d'autres vagues de proches et partisans de l'ex-président avaient devancé ce nouveau groupe de proches de M. Gbagbo qui s'étaient établis au Ghana et au Togo.

La libération des détenus proches de l'ancien président constitue également un autre "signal fort" de cet "éclairci" dans le paysage politique ivoirien.

Cette libération qui constituait l'une des préoccupations majeures des partis de l'opposition vient d'avoir un résultat positif avec la décision de la justice ivoirienne d'accéder à la requête des avocats des prisonniers proches de l'ex-président.

Récemment, plusieurs d'entre eux dont l'ancien Premier ministre de l'ex-président Gbagbo, Gilbert Aké Ngbo, ont obtenu la liberté provisoire.

De l'avis du président du Réseau panafricain des jeunes démocrates (REPAJED) constant Assoa, cette libération intervient comme une bouffée d'oxygène pour les partisans de l'ancien chef de l'Etat..

Pour sa part, le ministre ivoirien de la Justice Gnénéma Coulibaly déclare qu'il s'agit d'une action à saluer.

"Les magistrats ont travaillé en toute indépendance, et il est heureux de constater cette coïncidence avec le souhait de la population de voir la réconciliation prendre forme en Côte d'Ivoire", a noté le ministre.

Après plusieurs mois de silence, le gouvernement ivoirien et l'opposition se sont résolus à renouer le dialogue qu'ils avaient entamé quelques mois auparavant.

"Ce dialogue a pour but d'aplanir les divergences. Nous avons prévu de nous retrouver en groupe de travail restreint pour examiner les différentes préoccupations", a expliqué le ministre ivoirien de l'Intérieur Hamed Bakayoko lors d'un entretien avec des médias.

"Les discussions sont toujours franches et très productives au sens où l'on ne peut pas être d'accord avec tout, mais elles finissent toujours par des choses pratiques et concrètes", avait indiqué pour sa part le porte-parole des partis de l'opposition membres du Cadre permanent de dialogue (CPD) Kabran Appiah.

De l'avis du président de l'ONG Ivoire Solidarité Rigobert Gondo, cette acceptation du pouvoir et de l'opposition de poursuivre le dialogue pourrait être qualifiée de "paix des braves.

Un nouveau développement à remarquer, salué par l'Opération des Nations-Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI): le Front populaire ivoirien (FPI, de Laurent Gbagbo) et ses alliés, réunis au sein de l'Alliance des forces démocratiques (AFD) qui regroupe 12 partis politiques ont annoncé le 13 novembre le retour de leurs représentants au sein de la Commission électorale indépendante (CEI) en prévision des élections de 2015..

L'AFD avait suspendu sa participation aux travaux du bureau central de la CEI en septembre, jugeant

l'institution " déséquilibrée" au profit du pouvoir.

Selon l'ONUCI, la Côte d'Ivoire montre de manière perceptible des signaux forts d'une décrispation socio-politique.

Dans un récent entretien publié par des médias ivoiriens, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations-Unies en Côte d'Ivoire Aïchatou Mindaoudou a indiqué que "la situation s'est globalement améliorée" et que "la Côte d'Ivoire est sur la bonne voie".

"Il y a beaucoup des développements positifs", a déclaré Mme Mindaoudou, rappelant les actions encourageantes que sont la libération de plusieurs prisonniers proches de l'ex-président Laurent Gbagbo, les réformes liées à l'adoption du statut de l'opposition, et l'adoption de la loi sur le financement des partis politiques.

Pour celle-ci, le fait que l'opposition tienne des meetings à travers tout le pays et dispose de la liberté d'aller à la rencontre de ses militants se présente également comme une avancée sur le plan politique en Côte d'Ivoire.

La patronne de la mission onusienne a ainsi noté que ces décisions ont entraîné une certaine détente politique. La représentante du secrétaire général de l'ONU a en outre noté "des acquis notables" sur le plan économique.

Outre l'aspect politique, Aïchatou Mindaoudou note des avancées sur le plan sécuritaire ainsi qu'une reprise économique encourageante.

"La Côte d'Ivoire sort d'une longue crise, doublée d'une crise postélectorale. Donc les progrès sont lents. Ce sont des processus qui ne peuvent pas être réglés dans l'immédiat", a-t-elle expliqué, insistant sur des points sur lesquels il faut résolument avancer.

"Il s'agit du dialogue politique, il s'agit de la réconciliation nationale, de la mise en oeuvre d'une justice transitionnelle, de la promotion continue et soutenue du respect des droits de l'homme, le Désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR), et la réforme du secteur de sécurité ", a-t-elle énuméré.

Pour des acteurs de la vie politique ivoirienne, la Côte d'Ivoire est "sur la bonne voie" pour la réconciliation nationale, même si des questions doivent trouver des solutions, et doit ainsi poursuivre les efforts.

"Nous sommes sur la bonne voie, il faut résoudre les problèmes qui restent à être résolus, notamment certaines questions confligènes", a affirmé le président de la Commission dialogue, vérité, réconciliation (CDVR) Charles Konan Banny dans un entretien avec des médias courant

février.

"Incontestablement, il y a l'accalmie, tout n'est pas résolu mais les Ivoiriens peuvent marcher tranquillement, sans peur, aller et venir", a-t-il ajouté.

Pour le président de la CDVR, les questions "confligènes" sont notamment les problèmes fonciers liés à "l'occupation induite des terres", la nécessité d'une "application parfaite" de la loi sur le foncier rural votée en 1998 et réexaminée en 2013.

"La réconciliation est un impératif qui ne doit exclure personne", relève Charles Konan Banny.

"Chacun doit y participer, on doit avoir l'avis de tout le monde", a-t-il souligné encore tout en appelant les Ivoiriens à "s'approprier le processus" et à le "conduire jusqu'au bout".

La Côte d'Ivoire retrouve de manière progressive la normalisation après la crise post-électorale aiguë qui a secoué le pays en 2010 et 2011, faisant au moins 3 000 morts et un million de déplacés.

La réconciliation nationale se présente comme l'un des défis majeurs à relever pour "refermer" de manière définitive la "parenthèse douloureuse" de la crise socio-politique en 2010-2011.

[retour](#)